

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي

UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, Ethiopia. P. O. Box 3243 Telephone: 5517 700 Fax: 5511299
website : www.africa-union.org

**REMARQUES INTRODUCTIVES DU Dr JEAN PING,
PRESIDENT DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE
« Promouvoir le développement dans un contexte de crises financière et
économique »**

11 novembre 2009

ADDIS ABEBA, ETHIOPIE

Monsieur Le Premier Ministre de la République fédérale
démocratique Ehtioienne

Monsieur Le Secrétaire Exécutif de la Commission pour
l'Afrique des Nations Unies,

Monsieur Le Président du Groupe de la BAD,

Mesdames et Messieurs,

Cette 4^e édition de la Conférence économique africaine se
tient plus d'un an après le début de la crise financière et
économique sans précédent qu'ait connu le monde depuis
des décennies, dans un contexte de récession généralisée
dont les répercussions pour les pays en développement
ne sont pas encore totalement connues alors que
d'aucuns parlent déjà de reprise pour certains pays et que
d'autres, évoquent pour ce qui concerne l'Afrique, de
réelles possibilités de rebondissement ou de redécollage.

Le thème choisi pour ces assises « **promouvoir le
développement dans un contexte de crises financière
et économique** » indique alors clairement, l'orientation
que nous comptons tous garder et poursuivre, face à la
conjoncture qui prévaut actuellement. Garder et
poursuivre car dès le début de la crise, l'Afrique s'est

fortement mobilisée, notamment sous l'impulsion conjointe et coordonnée de la Commission de l'Union africaine, de la CEA et du Groupe de la BAD pour trouver les réponses collectives susceptibles d'atténuer l'impact et les effets de la crise sur le continent, pour ne pas perdre tous les acquis des cinq dernières années. Pour nous y être tous engagés et impliqués, aucun de nous ici n'ignore les actions importantes qui ont été entreprises depuis la réunion de Tunis de novembre 2008 et la mise en place du Comité des 10 avec entre autres, les nombreuses initiatives du Groupe de la BAD comme les facilités et les mécanismes de transfert accéléré de ressources et de facilitation des courants commerciaux sur le continent, pour ne citer que cela. En même temps, le G20 s'est ouvert à l'Afrique : il ne saurait en être autrement après le constat général de la nécessité évidente de la redéfinition d'une nouvelle gouvernance mondiale non seulement au plan politique avec la réforme des Nations Unies mais aussi sur le plan économique, notamment pour corriger les dysfonctionnements et injustices liés à l'obsolescence de principes et d'Institutions régissant depuis la fin de la 2nde guerre mondiale, les équilibres internationaux. C'est à ce titre que l'Afrique a été associée cette année, à la réunion du G8 de l'Aquila ainsi qu'aux Sommets du G20 de Londres, de Pittsburgh et il y a quelques jours, à la

réunion des ministres des finances de St. Andrews. Je pense que c'est dans l'ordre des choses car le monde a conscience qu'il sera désormais impossible de continuer plus longtemps à ignorer tout un continent où vit un septième de la population mondiale et qui aura également un marché d'1,4 milliard de consommateurs en 2020/2025. A St Andrews, l'Afrique avait rappelé ses requêtes portant entre autres sur les réformes de la gouvernance du FMI et de la Banque mondiale décidées à Pittsburgh, les DTS, la vente de l'or, l'augmentation des fonds alloués à la banque Mondiale et aux banques régionales... L'Afrique a multiplié de surcroît, ces dernières années, les initiatives et les signes de sa volonté politique et de sa détermination à agir et à mettre tout en œuvre pour prendre en main sa destinée et apporter sa contribution à la démarche solidaire globale vers le bien-être de l'humanité tout entière. C'est cette crise importée dont elle n'est nullement responsable qui a fait que ses perspectives de croissance soient passées à 1,7% cette année après cinq années de forte croissance, comme vient encore de le rappeler, la semaine dernière, ici même à Addis Abeba, la Secrétaire générale adjointe des Nations Unies, Madame Asha Rose Migiro.

De cette crise, un bon nombre d'enseignements ont pu toutefois être retenus pour nous aider dans la poursuite du développement du continent.

Ainsi, au vu des sommes colossales dépensées pour sauver les banques et les industries, on peut considérer que le montant requis pour les objectifs de développement et qui ne représente par ailleurs qu'une infime partie desdites sommes, était donc bel et bien là et pouvait être débloqué à tout moment mais qu'en fait, le vrai problème n'est peut-être pas d'avoir les moyens d'éradiquer la pauvreté mais plutôt la priorité accordée à cette cause et partant la volonté politique de le faire !

Le deuxième enseignement qui découle du premier est que l'Afrique doit d'abord, compter sur elle-même, sur ses propres ressources et ses propres capacités et ne pas axer ses stratégies de développement sur les promesses jamais tenues d'apports extérieurs, encore moins spéculer là-dessus, même si elle paie aujourd'hui le prix fort d'un système financier international qui l'avait superbement écarté de la gouvernance et qui avait aussi fermé les yeux sinon encouragé des comportements irresponsables. Cette crise peut constituer alors pour l'Afrique, l'occasion d'exploiter ses potentialités et ses richesses en innovant et en réévaluant ses stratégies, ses

politiques et ses pratiques en matière de développement, par exemple pour créer davantage d'emploi, pour répartir plus équitablement les revenus, bref pour un impact plus visible et plus concret dans le quotidien de ses peuples, dans l'optique de l'intégration continentale et dans la perspective d'une compétitivité africaine via le renforcement des capacités africaines et le développement de solides institutions.

Le troisième enseignement nous conforte, dans un monde où la seule alternative est d'unir nos forces, en raison des exigences de la mondialisation et du contexte de crises majeures et de récession globale qui nous frappent au premier chef, sur le choix et la voie de cette intégration qui procède d'une vision d'une Afrique solidaire et unie, .

Le quatrième enseignement de la crise démontre que l'Afrique a raison de diversifier ses partenariats stratégiques et c'est d'ailleurs son droit le plus absolu tout autant que ceux des autres pays et des autres groupements régionaux. Je le réaffirme au lendemain de la 4^e conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine, au cours de laquelle un nouveau chapitre prometteur a été ouvert dans les relations sino-africaines après un bilan positif des engagements pris lors du

Sommet de 2006 de Beijing. Malgré les fluctuations internationales, la Chine a reconfirmé sa volonté politique à accompagner l'Afrique dans son développement et à ce titre, a honoré ses promesses envers l'Afrique.

Mesdames et Messieurs,

Notre rendez-vous a lieu au moment où la Communauté internationale, tirant les leçons d'une conjonction de crises graves et surtout consciente de la solidarité imposée par la mondialisation, semble décidée et disposée à s'écouter véritablement les uns les autres pour tenter d'apporter une réponse globale aux défis globaux qui pèsent sur le monde en faisant prévaloir l'intérêt général, l'intérêt de l'humanité et non pas seulement celui de quelques groupes d'Etats. L'Afrique a une pleine conscience de sa part de responsabilité et d'efforts et elle entend les assumer totalement, avec détermination et courage car elle ne veut plus être à la remorque de la mondialisation.

J'espère que la plateforme d'échanges que constitue cette Conférence apportera de nouvelles idées et identifiera de

nouvelles pistes de réflexion. J'en suis persuadé si je me réfère à la qualité des participants qui m'assure du niveau de discussions et d'échanges qui vont être menés pour aboutir à des stratégies viables pour le continent. Je ne vous retiendrai pas plus longtemps et je vous souhaite une conférence fructueuse, des débats riches en innovations et créativité sur la manière dont nous pourrions promouvoir le développement du continent, sous toutes ses différentes dimensions dans ce contexte de crises, relancer la croissance et lui assurer la durabilité nécessaire à la réduction de la pauvreté.

Je terminerai en rappelant que c'est toujours avec un honneur et un plaisir renouvelés que je répons, au nom de la Commission de l'Union africaine, aux invitations du Groupe de la BAD et de la Commission économique pour l'Afrique, organisations à vocation africaine avec lesquelles la Commission travaille en symbiose et en complémentarité. Je remercie à cet égard, le Président Donald Kaberuka et le Secrétaire Exécutif Abdoulie Jannah dont le dévouement à tous les deux, à la cause du développement africain n'est plus à démontrer.

Merci à tous de votre attention.